

assertion est exacte. Je ne fais pas allusion aux ranchs.

Maintenant, qu'est-ce qui a porté les fermiers à former un parti politique? Je sais que ce que je vais dire ne recevra pas l'approbation de cette Chambre.

Mes données ne sont peut-être pas absolument exactes; donc mes conclusions peuvent être erronées; mais je suis d'avis que ce mouvement agraire dans l'Ouest a eu pour cause ce que nous appelons "les grandes entreprises", les grandes industries des autres provinces. J'en suis fermement convaincu, les grandes raisons sociales n'ont pas été satisfaites de bénéfices raisonnables. Quant à la politique fiscale, les fermiers de l'Ouest sont d'avis que le tarif est trop élevé. Maintenant, je ne suis pas un libre-échangiste. Le chef du parti agraire est, je crois, l'honorable M. Crerar, et il a dit, paraît-il, qu'il abolirait complètement la barrière du tarif. Je crois que l'on n'a pas fidèlement rapporté ses paroles. Naturellement nous devons toujours dire que nous avons été mal interprété lorsque nous désapprouvons les paroles que nous avons prononcées antérieurement. Une dépêche de Woodstock, N.-B., dit que M. Crerar—

...prêcha l'abolition complète de la barrière protectionniste et le prélèvement d'une taxe directe aux fins de remplacer le revenu nécessaire à la conduite des affaires du pays, déclarant que la protection donnait aux industries des privilèges spéciaux et que le Canada ne devrait fabriquer que ce qu'il peut produire au plus bas prix pour ensuite établir un commerce mondial sans restriction aucune.

Je ne crois pas que M. Crerar ait dit cela.

Je ne connais pas les opinions personnelles de M. Crerar, mais je connais celles de l'homme qui a la réputation d'être son plus ferme appui; je conversai plusieurs heures avec cet homme avant de venir à Ottawa et il me dit que le programme du parti agraire n'était pas libre-échangiste. Mais lui répondis-je, vous parlez de lois favorisant certaines classes. Depuis quarante ans, je le dis sans crainte d'être contredit, ce pays a été régi par de telles lois. Ce ne sont pas là les paroles de M. Crerar, c'est mon opinion personnelle que l'un ou l'autre parti ne devrait pas édicter de lois favorisant des groupes particuliers. Le temps est arrivé, me semble-t-il, où le peuple du Canada doit être de plus en plus uni dans le but de constituer une nation. Les lois favorisant les grandes industries, lois qu'elles nous imposent, doivent être abrogées incessamment, et les trois provinces de l'Ouest, je vous l'assure, feront tout en leur pouvoir pour se faire donner

justice en obtenant l'abrogation de ces lois. D'un autre côté, je crois que ces provinces adoptent elles-mêmes des lois favorisant certains groupes, et je le leur dis bien haut. Je crois en une protection modérée. Quelques-uns des bénéfices réalisés nous étonnent et un peu plus tard, si je ne l'oublie pas, je blâmerai quelque peu le gouvernement unioniste à ce sujet. Je l'ai dit et répété souvent, je crois que l'usine et l'industrie doivent jouer un rôle important au Canada, mais il me semble que nous aurions pu faire de plus grands efforts pour cimenter l'union qui doit exister entre les classes industrielle et agraire. La classe des gros industriels, qui depuis si longtemps a reçu toutes les faveurs et a conduit tout à sa guise, a apparemment négligé de tenir compte des intérêts des autres. La présence d'agriculteurs au parlement sera donc une favorable acquisition. L'Ouest canadien, je crois, en fournira plusieurs. Ce qui me fait aussi plaisir, c'est que la province d'Ontario vient de se donner un gouvernement composé d'agriculteurs et d'ouvriers; les libéraux et les conservateurs de la vieille école paraissent vouloir donner à M. Drury l'occasion de montrer le bien que peut faire son gouvernement. L'organisation du parti agraire, surtout dans les trois provinces des prairies, est certainement justifiable, et elle est due, selon moi, aux gros financiers qui n'aiment pas ce parti des fermiers. Il me semble que la manière d'agir des directeurs des grandes entreprises au Canada a été souvent assez dégoûtante, si vous me permettez d'employer cette expression. Pour quelque raison que je ne connais pas, notre gouvernement semble impuissant à réprimer les abus des gros financiers, tel qu'on le fait aux Etats-Unis.

Hier soir, je lisais l'étonnante nouvelle—et je la donne pour ce qu'elle vaut, ne sachant pas si elle est vraie ou fausse—que les cinq plus grands entrepôts frigorifiques des Etats-Unis avaient, d'après une enquête tenue par la cour, réalisé, de 1915 à 1917 inclusivement, un bénéfice de \$192,000,000, dendant que, dans le même espace de temps, avant 1915, leurs bénéfices ne se chiffraient qu'à \$59,000,00. Ceci établit, je crois, que cette augmentation de bénéfices est due surtout à la guerre.

Jusqu'à maintenant, notre gouvernement semble incapable de mettre un frein à ces bénéfices exorbitants et à maîtriser ceux qui les réalisent. C'est le devoir du gouvernement de faire ici ce qui se fait en Angleterre et de poursuivre les individus ou les firmes qui se sont enrichis chez nous par